



# Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée  
18 octobre 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

### Projet de rapport

*Rapporteuse:* Consolata **Kiragu** (Kenya)

#### Additif

## IV. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

### B. Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants

1. À ses 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances, les 16 et 17 octobre 2012, la Conférence a examiné le point 2 b) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant: Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants". Elle était saisie pour ce faire des documents suivants:

a) Rapport du Secrétariat sur les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer l'application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2012/2);

b) Note du Secrétariat transmettant les recommandations adoptées par le Groupe de travail sur la traite des personnes à sa réunion tenue à Vienne du 10 au 12 octobre 2011 (CTOC/COP/2012/3);

c) Rapport du Secrétariat sur les meilleures pratiques pour lutter contre la demande de travail, de services ou de biens qui favorisent l'exploitation d'autrui (CTOC/COP/2012/4).



2. Un représentant du Secrétariat a fait une déclaration liminaire. La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants a également fait une déclaration.
3. Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants: Norvège, Argentine, Équateur, Algérie, Émirats arabes unis, Suède, Burkina Faso, Kazakhstan, Afrique du Sud, Venezuela (République bolivarienne du), Suisse, Liban, France, Fédération de Russie, Roumanie, Indonésie, Italie, Chine, États-Unis, Égypte, Bélarus et Mexique.
4. Les observateurs de la Thaïlande et du Japon ont également fait des déclarations.
5. Les observateurs de l'Organisation internationale pour les migrations et de l'Alliance mondiale contre la traite des femmes ont fait des déclarations.

### **Délibérations**

6. Plusieurs orateurs ont décrit les mesures qui avaient été prises à l'échelle nationale pour combattre la traite des personnes, notamment la ratification du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>1</sup> et l'adoption ou la modification de textes de loi. On a aussi mentionné l'adoption de plans d'action nationaux, la mise en place de mécanismes nationaux de coordination et de collecte d'informations, l'adoption de dispositions garantissant que les victimes de la traite ne soient pas considérées comme des auteurs d'infractions et soient mieux protégées, l'application de mesures visant à assurer la saisie et le recouvrement d'avoirs, la conduite d'activités de sensibilisation et l'élaboration d'accords bilatéraux et régionaux. Certains orateurs ont annoncé l'adoption par leur pays de la campagne Cœur bleu et exprimé leur soutien au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.
7. Un certain nombre d'orateurs ont fait observer que la traite des personnes était une forme grave de criminalité organisée, touchant aussi bien les pays d'origine et de transit que de destination, et appelant donc une stratégie globale et multidimensionnelle qui trouve un juste équilibre entre mesures de justice pénale et droits de l'homme. Les orateurs ont mis l'accent sur la nécessité d'une approche centrée sur la victime pour lutter contre la traite des personnes, sur l'importance de l'identification des victimes de la traite des personnes et sur la mise en place de mécanismes de protection et d'assistance de vaste portée pour les victimes et témoins de la traite des personnes.
8. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance de l'approche globale du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/293. Des orateurs se sont félicités de la prochaine publication par l'ONUDC du *Rapport mondial 2012 sur la traite des personnes*.
9. Certains orateurs ont souligné l'importance du rôle des organisations de la société civile dans la mise en œuvre des mesures de lutte contre la traite, en

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2237, n° 39574.

particulier dans les domaines de la prévention, de la protection et de la réinsertion des victimes.

10. Des orateurs ont fait observer qu'une stratégie globale devrait s'attaquer aux causes profondes et à la demande à l'origine de la traite des personnes sous toutes ses formes. À cet égard, le rapport du Secrétariat sur les meilleures pratiques pour lutter contre la demande de travail, de services ou de biens qui favorisent l'exploitation d'autrui (CTOC/COP/2012/4) pouvait servir de document de référence concernant les informations sur les efforts qui étaient déployés à l'échelle mondiale.

11. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de poursuivre l'analyse des concepts de base du Protocole relatif à la traite des personnes et accueilli favorablement le document de travail de l'ONUDC sur l'abus d'une situation de vulnérabilité et d'autres moyens envisagés dans le cadre de la définition de la traite des personnes.

12. Les résultats et recommandations de la réunion du Groupe de travail sur la traite des personnes tenue du 10 au 12 octobre 2011, y compris les recommandations du Groupe sur les futurs domaines de travail et le soutien en faveur de la prorogation de son mandat, ont été mentionnés.

13. Plusieurs orateurs ont pris acte des progrès accomplis à ce jour par le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes pour ce qui était d'améliorer la coordination et la coopération entre les entités compétentes des Nations Unies et les organisations internationales dans la lutte contre la traite des personnes et ils ont encouragé le Groupe interinstitutions de coordination à poursuivre ses travaux.

14. Les orateurs ont mis en valeur le rôle de l'ONUDC et d'autres organisations internationales dans le domaine de l'assistance technique à l'appui de la lutte contre la traite des personnes. Ils se sont par ailleurs félicités des outils et matériels conçus par l'ONUDC et de la coopération entre ce dernier et leurs gouvernements.